

DANS LES COMMISSIONS

Assemblée Nationale

AFFAIRES ETRANGERES.- La commission a entendu la suite du rapport d'Alfred Coste-Floret, sur le projet de loi tendant à la ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier. Elle a décidé à l'unanimité d'achever la discussion de cette question et d'émettre un vote définitif avant la fin de la semaine prochaine. Martinaud-Deplat a donné à la commission un aperçu de son rapport d'information sur la situation en Tunisie et les réformes envisagées. A l'unanimité, la commission a souhaité que l'examen de cette question ne fût pas abordé à l'occasion de la discussion du budget des Affaires étrangères. Elle a émis le voeu que le Gouvernement ne prenne actuellement aucune mesure susceptible d'engager l'avenir. Elle a demandé à Martinaud-Deplat de reprendre prochainement l'exposé de son rapport et souhaité entendre le ministre des Affaires étrangères à cette occasion.

AFFAIRES ECONOMIQUES.- La commission a entendu un rapport de P-O. Lapie, sur le projet de traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier, exposant les raisons pour lesquelles il propose d'émettre un avis favorable à la ratification de ce traité. La discussion de ce rapport a été fixée à la séance de mercredi prochain. D'autre part, la commission a adopté, sur le rapport de Jarrosson, la proposition de loi de Mutter et Crouzier, tendant à modifier la loi du 24 mai 1951, relative à la répartition de l'indemnité versée par l'Etat polonais à la suite des nationalisations intervenues dans ce pays.

FINANCES.- La commission a acheté l'examen du budget de la Justice (projet de loi n° 990). Elle a ensuite examiné, sur le rapport d'Abel Gardey, la lettre rectificative n° 1609 au budget des Finances (section II-services financiers). Après les interventions de Charles Barangé, rapporteur général, Ulver et Pierre Ferri, la commission a procédé à un abattement de crédit de 370 millions sur le chapitre 6040 de cette lettre rectificative, afin d'obtenir toutes précisions utiles sur l'utilisation du crédit applicable au renouvellement des valeurs à court terme. Le président a ensuite donné communication à la commission d'une lettre de Jean-Moreau, rapporteur du budget de l'Air, sur le problème posé par une éventuelle reorganisation des services de l'aviation légère d'observation d'artillerie et son rattachement à la section Guerre. Le rapporteur général a suggéré que la commission entende à ce propos les ministres responsables. Cristofol a évoqué à nouveau devant la commission la question des travaux de réfection des écluses du port de Dunkerque. La commission a donné son accord préalable pour que des avances de trésorerie puissent, en cas de vote définitif du budget, permettre l'ouverture des travaux dès le début de l'année prochaine.

Conseil de la République

AFFAIRES ECONOMIQUES.- La commission a poursuivi l'examen de la proposition de loi d'échelle mobile des salaires dont elle est saisie pour avis. Laffargue a donné à ses collègues un compte-rendu des délibérations de la commission du Travail, saisie au fond. On sait que, sur un amendement du R.P.F. Loison, cette dernière commission avait substitué aux conclusions de son rapporteur Abel-Durand, qui permettaient d'éviter une répercussion automatique et intégrale de l'augmentation du coût de la vie sur les salaires, un système maintenant le caractère automatique et intégral de la révision des salaires. Loison avait, en conséquence, succédé à Abel-Durand comme rapporteur. La commission, à quelques modifications de détail près, a adopté le texte d'Abel-Durand, refusant par là même d'approuver les dernières décisions de la commission du Travail. Elle a décidé de reprendre sous forme de contre-projet les dispositions procédemment proposées par Abel-Durand. Au nom du groupe socialiste, Méric a exprimé son opposition à l'idée d'un tel contre-projet.

JUSTICE.- Sous réserve de quelques modifications de détail, la commission a adopté la proposition de loi relative à l'incompatibilité du mandat parlementaire et des fonctions de directeur de journal dans le texte voté au Palais Bourbon.

Les Travaux législatifs

LES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE

(Je tiens à votre disposition, en communication, les textes suivants, récemment déposés sur le bureau de l'Assemblée)

PROJETS DE LOI :

- autorisant le Président de la République à ratifier le traité de paix avec le Japon. (n° 1.527).
- relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne. (n° 1.598)

PROPOSITIONS DE LOI :

- de Le Roy Ladurie, tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28-10-46, en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis partiellement détruits par faits de guerre. (n° 1376)
- de René Schmitt, tendant à modifier la loi n° 48-1540 du 1-10-48, autorisant le ministre des Travaux publics et des Transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure. (n° 1395)
- de Delalande, tendant à conférer l'honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes. (n° 1429)
- d'Armengaud, tendant à réprimer certaines atteintes à la liberté du commerce. (n° 724)
- de Catoire, tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement des taxes locatives, prestations et fournitures individuelles, en vertu de la loi du 1-9-48. (n° 1259)
- de Rosenblatt, tendant à mettre fin à l'amodiation de la S.A.E.M. de Pechelbronn, industrie pétrolière de l'Alsace, et à exploiter en régie directe intercommunale l'ensemble du gisement pétrolier. (n° 1485)
- de Siefridt, tendant à protéger le domaine immobilier par la revvalorisation des contrats d'assurance contre l'incendie. (n° 1443)
- de Gosset, tendant à compléter le paragraphe 2<sup>e</sup> de l'article 1575 du Code général des impôts. (n° 1595)
- de Léon Noël, tendant à l'allègement des droits de mutation en matière de succession en ligne directe entre époux. (n° 1602)

RAPPORTS :

- de Minjoz, sur la proposition de loi tendant à surseoir aux expulsions de locataires ou occupants de bonne foi, dont le relogement préalable n'est pas assuré. (n° 1421)
- de Mondon, sur la proposition de loi tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer. (n° 1554)

AVIS :

- transmis par le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'aménagement des lotissements défectueux. (n° 1585)

PROPOSITION DE LOI :

- de Restat, tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure. (n° 1434)

RAPPORT :

- de Moro-Giafferri, modifiant le rapport de la précédente législation, repris le 26-7-51, sur la proposition de loi tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure. (n° 831)

.....

(Condensé des principales informations officielles de la soirée du 21 et de la nuit du 21 au 22)

**LES NEGOCIATIONS SUR LA QUESTION ALLEMANDE.** - La présence d'Adenauer à Paris a provoqué plusieurs conversations diplomatiques sur la question allemande. Tandis que le chancelier de Bonn s'entretenait successivement avec Acheson et le ministre des Affaires étrangères autrichien Grüber, Robert Schuman, Acheson et Eden se réunissaient à 16 heures, au Quai d'Orsay, pour examiner, trois heures durant, les sujets de la Conférence qu'ils tiendront aujourd'hui avec Adenauer. Ces conversations préliminaires reprendront vraisemblablement ce matin. Les trois Hauts-Commissaires en Allemagne, les experts des questions allemandes et les ambassadeurs des U.S.A. et de Grande-Bretagne assistaient à cette réunion de travail.

Au cours d'une conférence de presse, le chancelier allemand a déclaré : "Dans la lutte actuelle, la neutralité allemande signifierait la mort de l'Europe. Nous ne voulons pas une armée nationale allemande, mais nous demandons l'égalité absolue dans la future force défensive européenne. Les Russes veulent seulement empêcher l'intégration de l'Europe, sachant que l'Europe n'est rien sans l'Allemagne. Ils cherchent à nous effrayer et à nous intimider."

La manifestation interdite contre la présence à Paris d'Adenauer n'a pu atteindre son objectif, le rond-point Georges Clemenceau, aux Champs-Elysées. Quelques bagarres se sont produites sur les Boulevards. 567 personnes ont été appréhendées.

**A L'O.N.U.** - L'activité de la Commission politique des Nations Unies s'est encore trouvée ralentie hier, car on continue à attendre l'intervention de Vychinski, qui a déclaré dans les couloirs : "Vychinski ignore encore quand Vychinski parlera". On interprète, dans certains milieux, avec quelque optimisme les délais qu'on observe le délégué soviétique avant de prendre position à nouveau sur le projet occidental de désarmement. Par contre, on note, du côté des pessimistes, que le délégué tchécoslovaque a pris la parole pour condamner ce plan et que l'agence Tass, dans une dépêche datée de Paris, affirme que le projet occidental de désarmement ne peut être considéré comme esquissant un rapprochement avec le projet soviétique.

Le délégué américain Warren Austin a déclaré, devant la presse anglo-américaine, que "les représentants soviétiques à la commission de l'Energie atomique s'étaient contentés de soumettre un planridiculement élémentaire". Austin croit cependant que, lorsque les Soviets auront constaté que les Nations Unies ne se laissent pas ébranler, ils pourraient commencer à renoncer à leurs efforts de propagande négative et à faire vraiment la paix avec les Nations Unies.

C'est également dans une déclaration à la presse que le délégué de l'Inde a nettement indiqué la position de son pays. Il faut, a-t-il dit, que l'Occident comprenne qu'il se trouve en présence d'un rôlelement définitif de l'Asie. Comme ambassadeur auprès du Gouvernement de Pékin, il estime avoir constaté que le Gouvernement de Pékin était le plus fort que la Chine ait jamais eu. "L'Occident, a-t-il conclu, doit admettre que le problème chinois, comme les autres problèmes asiatiques, devrait être traité à part, et non en fonction de l'Europe, des U.S.A. et de l'U.R.S.S."

La troisième commission de l'Assemblée a adopté à l'unanimité une résolution invitant toutes les nations à venir en aide d'urgence aux populations italiennes victimes des inondations.

L'Assemblée général se réunira à la fin de la semaine prochaine en Assemblée plénière.

**NOTES SOVIETIQUES.** - A Moscou, Gromyko a convoqué le chargé d'affaires des Etats-Unis, auquel il a remis une note dont on ne connaît pas encore la teneur. Il a convoqué également les représentants de plusieurs pays méditerranéen, auxquels il a remis une note concernant le projet d'organisation d'un commandement pour le Moyen-Orient par les Occidentaux et la Turquie.

CE QUE LA GRANDE-BRETAGNE DEMANDE AUX ETATS-UNIS ne consiste pas, précise-t-on à Londres, à bénéficier de l'aide Marshall, mais de l'aide prévue par l'acte de sécurité mutuelle de 1951.

LA CONFERENCE DE ROME.- La préparation de la Conférence de Rome s'est terminée hier, le Comité militaire du N.A.T.O. ayant achevé ses travaux dans la soirée. Aucun communiqué n'a été publié sur leur résultat. Mais on croit qu'un accord aurait été réalisé : 1°) sur la création d'un commandement naval destiné à maintenir la liberté de la Manche et de la Mer du Nord. Commandement britannique, coopération de la France, Belgique, Hollande et Danemark - 2°) sur les conditions du commandement de l'Atlantique Nord, qui reviendrait finalement à un amiral américain - 3°) sur l'adoption par les Armées occidentales du fusil américain.

EISENHOWER INSPECTE LES NOUVELLES FORCES ATLANTIQUES.- Eisenhower, après avoir accueilli à Rotterdam les premiers éléments débarqués de la 27ème brigade canadienne, s'est rendu à Bremerhaven, où il a passé en revue le premier contingent de la 28ème division d'infanterie américaine. Quand son débarquement sera achevé, six divisions des U.S.A. seront présentes en Allemagne. Eisenhower poursuit son inspection à Munich et en Bavière.

AUGMENTATION DE L'ARMEE AMERICAINE.- Truman et le Conseil national de Sécurité auraient approuvé un plan portant, pour 1953-54, les effectifs américains à 3 millions 800.000 hommes (27 divisions de guerre et 126 groupes de combat pour l'aviation, plus 17 groupes auxiliaires).

INQUIETUDE POUR L'AVIATION EN COREE.- Le général Vandenberg, retour de Corée, estime que la suprématie aérienne des Alliés, sinon la supériorité, est fortement compromise par les "Mig" soviétiques, dont certaines performances sont "pour le moment décourageantes".

On peut rapprocher de cette constatation une déclaration du sous-secrétaire d'Etat à l'Air britannique. Selon lui, la vente à l'U.R.S.S. de moteurs à réaction Nene avait fourni à ce pays certains secrets. Cela découle, a-t-il ajouté, de l'examen des "Mig-15" capturés en Corée.

DANS L'AFFAIRE IRANIENNE, la Grande-Bretagne acceptera éventuellement de prendre en considération une proposition d'intervention de la Banque internationale pour la Reconstruction.

LES U.S.A. AUTORISENT UNE AUGMENTATION de 50 % de la production du papier journal.

AU CONSEIL GENERAL DE LA SEINE.- Vicariot (S.F.I.O.) a été élu Président, au troisième tour et à la majorité relative, par 65 voix qui représentent les voix communistes et socialistes.

LETOURNEAU, dans une conférence de presse, a annoncé que le Haut-Conseil de l'Union Française inaugurerait sa session le 29 novembre. Il a précisé que les dépenses militaires pour l'Indochine sont évaluées à 330 milliards, les dépenses civiles à 9 milliards. Au sujet d'une éventuelle démission de Lattre (qui arrive à Paris aujourd'hui), il a déclaré : "Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour le maintenir à ce poste".

L'ACTIVITE SYNDICALE.- A la Commission supérieure des Conventions collectives, les quatre organisations ouvrières ont déposé une motion pour la fixation immédiate d'un nouveau salaire minimum garanti, tenant compte du coût de la vie, en attendant la fixation du budget-type définitif.

Sur proposition de la délégation F.O., le Conseil supérieur de la Sécurité sociale a adopté le plan de réforme proposé par la Fédération nationale des Organismes de Sécurité sociale.

Le Bureau confédéral de la C.G.T. s'élève contre les projets économiques et financiers du gouvernement.

Le Congrès international des syndicats chrétiens s'est ouvert à Vienne, sous la présidence de Gaston Tessier.

L'ASSEMBLEE NATIONALE en a terminé hier avec le budget de l'Industrie et l'Energie par le vote de 47 millions de subvention pour le Fonds d'aide au cinéma. Elle a voté également le budget de la Culture.